

Un nouveau citoyen peut-il émerger de la crise ?

Respectable Loge, Liberté, Orient de Paris, Région 13

Mots-clefs : Défiance, Mépris, Solidarité, Liberté, Citoyenneté

Une défiance exacerbée par la pandémie

Notre société est marquée par la perte de confiance dans les corps politiques mais aussi dans les grands médias, le corps médical... et le citoyen a souvent le sentiment d'être mal représenté, ignoré voire méprisé.

Avec la Covid-19, l'argumentaire fluctuant et les mesures contraignantes des autorités, au gré de l'évolution de la pandémie, laissent bon nombre de citoyennes et de citoyens désespérés, avec souvent le sentiment d'être infantilisés, face à un Etat qui apparaît de plus en plus centralisé.

Cette situation risque de laisser des traces dommageables sur le rapport entre le citoyen et les institutions républicaines, déjà affecté par plusieurs crises, notamment celle des Gilets Jaunes.

- La centaine de plaintes (seules quelques-unes peuvent aboutir) déposées contre le gouvernement pour « abstention de combattre un sinistre » marque une étape supplémentaire dans ce mouvement de défiance. On voit dès lors se dessiner une nouvelle forme d'opposition directe, qui permet d'attaquer les ministres pour leur action politique devant les tribunaux.
- A côté des oppositions frontales, nous observons un désengagement croissant face au suffrage universel confirmé par le taux d'abstention historique aux municipales (58% au deuxième tour, en période de déconfinement). Cela alors que le gouvernement avait assuré que nous pouvions/devions voter en toute confiance. Le résultat de ce scrutin confirme la montée générale de l'abstentionnisme observée depuis plusieurs années.

Comment sortir de cette spirale afin de constituer un nouveau citoyen ?

Un besoin d'information et de nouvelles formes de solidarité

A nos yeux, la pandémie a remis en lumière la notion fondamentale de liberté, soumise à rude épreuve par les restrictions de circulation, attestations de déplacement ou autres mécanismes de surveillance mis en place en un temps record.

Les Français ont répondu en faisant preuve d'initiative avec l'éclosion de nouveaux comportements ou formes de solidarités (entraide générationnelle, applaudissements aux balcons, apéro ou réunions vidéo, dons aux associations, aux soignants...), plaçant le citoyen au cœur du débat malgré les difficultés.

Pour permettre aux citoyens et aux citoyennes de rester acteurs du débat public, l'action de l'Etat doit être au plus près des territoires. A ce sujet, les nombreux systèmes d'alerte numériques, par exemple pour signaler un éventuel délit (violence conjugale, dérive administrative, pollution locale par une entreprise...) sur le mode du « lanceur d'alerte », doivent être renforcés et l'effort de développement numérique poursuivi pour effacer toutes les zones blanches sur le territoire, afin de renforcer l'équité entre tous les citoyens.

La transparence doit encore être renforcée, notamment dans l'action publique. A ce titre, le rapport de la Convention citoyenne pour le climat constitue une avancée majeure en proposant en toute transparence une feuille de route pour la transition énergétique des décennies à venir. Exemple de cette transparence : l'affichage d'un score de CO2 pour tous les produits de consommation, renforçant ainsi l'information sur la traçabilité de tous les éléments consommés, permettant au citoyen de choisir en meilleure connaissance de cause.

Enfin, la crise a montré le rôle fondamental de l'information. Face à la désinformation constamment colportée et relayée, notamment sur les réseaux sociaux ou parfois par certains médias d'information en continu, les citoyens ont pu rechercher d'autres sources d'information et s'emparer des outils

existants pour analyser la situation. A cet égard, la crise a constitué une invitation à réaffirmer le droit à l'information et la liberté de la presse.

Plus que jamais, nous pensons qu'un citoyen engagé est d'abord un citoyen bien informé. Au cours des derniers mois, le citoyen éclairé a pu mesurer le fossé grandissant, à l'international, entre le monde libre et les pays où la colère ne peut pas ou guère s'exprimer (Chine, Russie, mais aussi Turquie, Hongrie, Brésil...), la communication étant accaparée par le pouvoir. Ce constat doit renforcer notre idéal d'universalisme.

Nos propositions

- Combattre les extrémismes, fondamentalismes et fanatismes et encadrer les fake news et contenus en ligne (envisager la reprise des discussions autour du projet de loi Avia).
- Rééquilibrer le pouvoir démocratique entre exécutif et législatif d'une part, entre l'exécutif national et les élus locaux/régionaux d'autre part.
- Placer les services publics (en priorité hôpital, école, transports) au cœur de l'action politique et relocaliser des activités stratégiques viables.
- Renforcer le rôle des corps intermédiaires en leur octroyant plus de moyens et des pouvoirs.
- Poursuivre les réformes engagées en faveur de la transition énergétique, en s'inspirant des propositions de la convention citoyenne pour le climat.

Entre défiance et solidarité, pour permettre l'émergence d'un nouveau citoyen il faut plus de démocratie et plus de République.